

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

VFS FINANCE FRANCE

SAS au capital de 63 164 340 Euros
Siège social : 99, route de Lyon - 69800 SAINT-PRIEST
392 532 230 RCS LYON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VFS FINANCE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 mai 2024

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Charlotte VANDEPUTTE

Bilan Publiables 12/2023

(En euros)	31.12.2023	31.12.2022
ACTIF		
Caisse, Banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	40 932 177	25 098 181
Opérations avec la clientèle	138 177 360	77 725 980
Crédit-bail et location avec option d'achat	353 317 738	285 416 887
Immobilisations incorporelles	381 123	381 123
Immobilisations corporelles	21 181	7 418
Autres actifs	31 484 934	2 109 863
Comptes de régularisation	1 393 217	1 398 259
Total de l'actif	565 707 731	392 137 710

(En euros)	31.12.2023	31.12.2022
PASSIF		
Caisse, Banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	467 078 223	298 714 606
Autres passifs	21 275 785	16 166 814
Comptes de régularisation	7 875 216	9 503 408
Provisions	7 258 511	9 311 760
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Capitaux propres	62 219 995	58 441 121
- Capital souscrit	63 164 340	63 164 340
- Réserves	2 531 678	2 531 678
- Prime d'émission	5	5
- Provisions réglementées et Subventions d'investissement	-	-
- Report à nouveau	(7 254 902)	(9 276 912)
- Résultat de l'exercice	3 778 874	2 022 010
Total du passif	565 707 731	392 137 710

Hors Bilan Publiables 12/2023

(En euros)	31.12.2023	31.12.2022
Engagements donnés	193 353 911	140 957 211
<i>Engagements de financement</i>	<i>193 353 911</i>	<i>140 957 211</i>
- En faveur d'établissements de crédit		
- En faveur de la clientèle	193 353 911	140 957 211
<i>Engagements de garantie</i>		
- En faveur d'établissements de crédit		
- En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Autres Engagements	-	-
<i>Engagements donnés</i>	-	-
Engagements reçus	361 651 000	166 651 000
<i>Engagements de financement</i>		
- Reçus d'établissements de crédit		
<i>Engagements de garantie</i>	361 651 000	166 651 000
<i>Engagements sur titres</i>		

Résultat Publiables 12/2023

(En euros)	% évolution	31.12.2023	31.12.2022
Intérêts et produits assimilés	192 %	9 349 929	3 205 516
Intérêts et charges assimilées	446 %	-8 037 466	-1 472 208
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	7 %	143 955 882	134 398 764
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées		-	-
	6 %	131 100 085	123 988 719
Commissions (Produits)	-32 %	759 168	1 123 003
Commissions (Charges)	21 %	-27 493	-22 780
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		67 234	26 910
Autres produits d'exploitation bancaire		0	0
Autres charges d'exploitation bancaire		-2 265	
Produit net bancaire	13 %	14 964 904	13 270 486
Charges générales d'exploitation	34 %	-12 623 217	-9 412 734
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles et corporelles	-98 %	-4 997	-215 225
Résultat brut d'exploitation	-36 %	2 336 689	3 642 527
Coût du risque	-225 %	1 770 059	-1 418 802
Résultat d'exploitation	85 %	4 106 748	2 223 725
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt	85 %	4 106 748	2 223 725
Résultat exceptionnel	-173 %	1 688	-2 301
Impôt sur les bénéfices	65 %	-329 562	-199 414
Dotations / reprises de FRBG et provisions règlementées		0	0
Résultat de l'exercice	87 %	3 778 874	2 022 010
Coefficient d'exploitation		84 %	73 %

NOTES ANNEXES AUX BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

I - Evénements significatifs et éléments permettant d'apprécier la comparabilité des comptes

Commercialement, l'année 2023 a été marquée par un niveau d'activité important avec un développement de notre performance dans l'ensemble des marques. En particulier, le développement des ventes, financement et assurances des véhicules électriques pour participer à la décarbonation des secteurs du transport et de la construction. L'année a été aussi marquée par une normalisation progressive du marché résorbant pendant l'année les retards de livraisons des constructeurs liés aux difficultés d'approvisionnement, avec un marché en tension avec plus de demande de matériels que d'offre.

II - Principes et méthodes comptables appliqués

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les comptes individuels de VFS Finance ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

a) Crédit-bail

Immobilisations

Les activités de crédit-bail apparaissent au bilan pour le montant net des véhicules loués, amortis en mode financier sur une durée de 5 ans, à l'exception des véhicules d'occasion loués, amortis en linéaire sur 3 ans.

Les impayés et les créances douteuses

Les clients sont classés selon les règles de la banque de France : sain, douteux, compromis et sous-surveillance.

- Encours sain : ce sont les créances de clients qui ne présentent aucun risque de crédit avéré et qui n'entrent dans aucune des catégories suivantes.

• **Encours sous surveillance** : ce sont les créances rattachées à des contreparties présentant un risque de crédit pour lesquelles il existe une possibilité de défaillance. Ce sera le cas lorsque la contrepartie présentera l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

○ Créances restructurées à jour depuis plus de 6 mois

○ Contrat remis en vigueur à jour depuis plus de 6 mois

○ Les clients faisant l'objet d'un traitement conventionnel des difficultés de l'entreprise, en l'occurrence les procédures d'alerte et les mandats ad hoc dans le cas où VFS Finance a l'information.

• **Encours douteux** : Ce sont les créances rattachées à des clients porteurs d'un risque avéré c'est-à-dire qu'il est probable que VFS ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions. Cette situation de perte est liée à l'une des situations suivantes :

○ Existence d'un impayé > 90 jours et/ou trois impayés ;

○ Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré (situation financière dégradée par exemple) ;

○ Existence de procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie notamment procédures de surendettement, de redressement judiciaire, procédure de conciliation et procédure de sauvegarde ;

○ Dans le cas d'une remise en vigueur ou restructuration de contrat(s) avec impayé(s) ;

○ Dans le cas d'une remise en vigueur ou restructuration de contrat à jour depuis moins de 6 mois.

• **Encours douteux compromis** : ce sont les créances rattachées à des clients qui présentent les caractéristiques suivantes :

○ Existence d'un impayé non régularisé > 365 jours. Ce sera le cas notamment des créances antérieures à l'ouverture d'une procédure collective ;

○ Résiliation du contrat ou déchéance du terme ;

○ Procédure de liquidation judiciaire ou faillite personnelle.

Les loyers impayés échus de moins de trois mois sont classés en créances saines sauf si le débiteur se trouve en situation de redressement judiciaire.

Si le dossier a des impayés de plus de trois mois, les loyers impayés échus correspondants sont classés en créances douteuses, conformément à la réglementation bancaire.

Si le dossier est considéré comme irrécouvrable, s'il est résilié, ou s'il présente des impayés de plus de 365 jours, les loyers impayés échus correspondants sont classés en créances douteuses compromises, selon l'application du règlement CRC 2002-03.

Dépréciations sur créances de la clientèle

Des dépréciations sur créances de la clientèle sont constituées de la manière suivante :

1° Provision spécifique

Une dépréciation sur risques avérés est constituée et porte sur des dossiers classés en créances douteuses. Elle est spécifique au dossier et tient compte des éventuelles garanties.

Les règles de calcul sont les suivantes :

○ Sains : Règle générale = absence de provision :

■ En cas d'impayés techniques ou d'anomalies de traitement des reclassements de créances faisant apparaître des impayés > 90 jours sur des clients sains, une analyse spécifique sera effectuée et documentée afin de justifier le provisionnement ou l'absence de provisionnement de la créance. Celui-ci doit être documenté dans le fichier de provision client par l'équipe Collection remis à la Finance. Ce document doit reprendre la liste des clients et les créances associées qui sont à provisionner et les raisons de ce provisionnement (ou l'inverse).

○ Sous surveillance :

■ sans impayés : pas de provision

■ 0 à 30 jours : pas de provision ; l'existence d'une éventuelle provision doit être légitimée dans le fichier de provision client après validation par l'équipe collection

■ 30 à 60 jours : provision à 100 % : l'absence de provision doit être légitimée dans le fichier de provision client remis à la Finance

■ > 60 jours : passage en Douteux. En cas d'impayés techniques ou d'anomalies de traitement des reclassements de créances faisant apparaître des impayés > 60 jours, l'absence ou le passage de provision doit être légitimé dans le fichier de provision client après validation par l'équipe Collection.

○ Douteux hors Maintenance, IR, CX et Autres tiers Groupe : 100 % des loyers impayés dès le 1^{er} impayé

○ Douteux compromis hors Maintenance, IR, CX et Autres tiers Groupe (Intercompany) : 100 % des loyers impayés dès le 1^{er} impayé

○ Indemnités de Résiliation (IR) : 100 % de l'IR HT

○ Les frais contentieux : 100 % à compter du 1^{er} jour

○ Autre tiers Groupe (Constructeurs et affiliés identifiés comme « Intercompany ») : absence de provision : peuvent être provisionnées à 100 % selon analyse au cas par cas.

○ Autres tiers non Groupe : 100 % des créances >90 jours.

2° Provision statistique

Une provision sur les encours, calculée sur base statistique, est constituée dans les comptes annuels, en complément de la dépréciation sur risques avérés.

Au 31 décembre 2023, cette provision statistique (6 024 680 € au 31/12/2023 avec une reprise sur l'année de 1 950 749 €) représente 1,71 % du portefeuille crédit-bail (353 317 738 euros).

La dépréciation sur risques avérés est présentée en diminution des opérations concernées à l'actif du bilan. La provision, qui ne correspond pas à un risque pour créances douteuses et s'applique à l'encours sain, est classée au passif du bilan, en provision.

Dépréciation sur matériel

La dépréciation des immobilisations est calculée individuellement pour chaque contrat de crédit-bail mobilier contentieux, en fonction de la valeur probable de revente des matériels.

b) Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties suivant le mode linéaire :

- Mobilier et matériel de bureau : 5 ans
- Logiciels acquis : 12 mois

c) Frais de recherche et développement

Néant

d) Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre 2023, elles sont en baisse de 2 090 249 euros par rapport à 2022, dont une baisse de 139 500 euros de la provision RH, suite à la clôture de litiges prudhommaux.

Sur l'année la provision statistique a diminué de 1 950 749 euros par rapport à 2022.

e) Produits sur opérations de crédit-bail.

Ils sont constitués des loyers de crédit-bail.

Les loyers sont facturés et majoritairement perçus d'avance. Les périodes de location peuvent être mensuelles ou trimestrielles. Les loyers sont enregistrés en produits comptabilisés d'avance pour la période qui court après la date d'arrêt.

Sont également enregistrées en compte de produit :

- les plus-values des matériels liés aux contrats,
- les indemnités de résiliation qui correspondent aux loyers restant dus par les locataires lors de la résiliation des contrats ; ces indemnités sont provisionnées à 100 %.

f) Charges générales d'exploitation

La convention de répartition des frais généraux entre Volvo Trucks France Location, VFS Location France et VFS Finance France, prévoit que les frais généraux soient répartis entre les trois structures, en fonction d'une clé de répartition basée sur les encours.

g) Provisions pour engagement de retraite

Au 31/12/23, VFS Finance France a enregistré une provision de 218 000€ pour engagement de retraite, conformément à l'estimation effectuée par le cabinet d'actuariat Mercer.

h) Les honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat au titre de l'exercice 2023 est de 56 522 euros hors taxe.

i) Rémunérations allouées aux organes dirigeants

Aucune rémunération n'est allouée aux organes d'administration, de direction ou de surveillance (pas de jetons de présence).

j) Impôt sur les Sociétés

VFS Finance France a opté pour le régime d'intégration fiscale de Volvo Holding France.

Au 31 décembre 2023, VFS Finance France a constaté 329 562 € de provision pour impôt.

k) Comptes consolidés

VFS Finance France est consolidée par AB Volvo ayant son siège social en Suède, à l'adresse suivante : AB Volvo SE-405 08 Göteborg, Suède.

l) Evénements survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant.

j) Changement comptable

Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

h) Hors-bilan

Le hors-bilan représente 555 004 911 € qui se décompose en 361 651 000 € relatifs aux engagements de garantie et 193 353 911 € relatifs aux engagements en faveur de la clientèle.

On distingue les engagements sur l'activité de financement de stocks à destination des concessionnaires (Floorplan) pour un montant de 133 784 600 € et les engagements sur les activités de crédit-bail pour un montant de 59 569 311 €.

Nous avons deux nouvelles garanties comparées à 2022, pour un montant de 100 000 € de la part de VFS Italie et 100 000 € de la part d'Atradius.

III - Informations sur les postes du bilan et du compte de résultat

Notes sur le Bilan

Note 1 - Créances sur les établissements de crédit

En euros	Durée restant à courir				Total
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	31/12/2023
- Caisse	-				-
- Banques centrales & CCP	-				-
- Comptes ordinaires					
- BNP	40 932 177				40 932 177
Total	40 932 177	0	0	0	40 932 177

Note 2 - Opérations avec la clientèle

En euros	Durée restant à courir				Total
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	31/12/2023
Autres concours à la clientèle					
- Financement de stock	-1 743 979	-2 286 721	0	0	-4 030 700
- Affacturage	130 472 112	0	0	0	130 472 112
- Crédit à l'équipement	585 808	2 068 532	6 149 216	1 267 462	10 071 018
- Créances rattachées Financement de stock	748 607				748 607
- Créances rattachées Affacturage	877 644				877 644
- Créances rattachées Crédit à l'équipement	8 438				8 438
- Créances Douteuses			30 242		30 242
- Client as IR			0		0
Total	130 948 629	-218 188	6 179 458	1 267 462	138 177 360
					138 177 360

Note 3 - Crédit-bail

Immobilisations (en euros)	Valeur brute comptable 31/12/22	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute comptable 31/12/23	Immo. Nettes 31/12/2023
Crédit-bail en location	520 102 572	199 456 750	124 753 462	594 805 861	349 322 258
Immobilisations en cours	-382 190		-222 490	-159 700	-159 700
ITNL	657 940	492 583,00	0	1 150 523	-356 215
Total	520 378 322	199 949 333	124 530 972	595 796 684	348 806 343

Amortissements (en euros)	Valeur au 31/12/22	Dotations	Reprises	Valeur au 31/12/23
Crédit-bail en location	239 385 111	112 425 702	107 536 705	244 274 108
ITNL	353 768	309 067	-706 544	1 369 379
Total	239 738 879	112 734 769	106 830 161	245 643 487

Dépréciation des Biens	Valeur au 31/12/22	Dotations	Reprises	Valeur au 31/12/23
Crédit-bail en location	0		0	0
Crédit-bail	1 378 142		168 647	1 209 494
ITNL	170 226	0	32 867	137 359
Total	1 548 368	0	201 514	1 346 853

Créances douteuses et créances rattachées au crédit-bail

En euros	Valeur Brute	Valeur Brute	Provisions				Valeur nette
	31/12/22	31/12/23	31/12/22	Dotations	Reprises	31/12/23	31/12/23
Clients Sains & Sous surveillance	720 940	976 175	74 255	170 549	0	244 804	731 371
Clients Douteux & Douteux							
Compromis	3 086 413	4 599 586	2 524 310	985 085	0	3 520 495	1 079 091
Indemnités de résiliation & Frais contentieux	15 960 720	17 180 180	10 843 697	3 635 550	0	14 479 246	2 700 934
Total	19 768 073	22 755 941	13 442 262	4 791 184	0	18 244 546	4 511 395

En euros	Créances				
	Saines	Douteuses	Douteuses Compromises	Indemnités de résiliation & Frais contentieux	Total
Créances sur la clientèle	1 649 781	1 842	13 307	0	1 664 930
Dépréciation sur la clientèle	0	0	-11 100	0	-11 100
Créances sur crédit bail mobilier	976 175	989 634	3 609 952	17 180 180	22 755 941
Dépréciations sur créances crédit bail	-244 804	-680 250	-2 829 146	-14 479 246	-18 233 446
Total	2 381 152	311 226	783 014	2 700 934	6 176 325

Conformément à l'article 13 du règlement CRC 2002-03, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés, VFS Finance a choisi de ne pas comptabiliser l'effet de cette actualisation.

Note 5 - Immobilisations incorporelles et corporelles

En euros	Valeur Brute Comptable	Immobilisations		Valeur Brute Comptable	Immo. Nettes
	31/12/22	Augmentation	Cession	31/12/23	31/12/23
Immobilisations incorporelles					
Logiciels	1 391 940	0	0	1 391 940	0
Fonds commercial	381 123	0	0	381 123	381 123
Titres immobilisés LT	0	0	0	0	0
Titres immobilisés CT	0	0	0	3 844	0
Total Immobilisations incorporelles	1 773 062	0	0	1 776 906	381 123
Immobilisations corporelles					
Agencement, Aménagement et Installation	0	0	0	0	0
Mobilier et matériels de bureau	14 931	18 761	0	33 692	21 181
Total Immobilisations corporelles	14 931	18 761	0	33 692	21 181
Total Immobilisations incorporelles et corporelles	1 787 993	18 761	0	1 810 597	402 304

En euros	Valeur au 31/12/22	Amortissements		Valeur au 31/12/23
		Augmentation	Diminution	
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	1 391 940		0	1 391 940
Total Amortissements Immobilisations incorporelles	1 391 940	0	0	1 391 940
Immobilisations corporelles				
Agencement, Aménagement et Installation	0	0		0
Mobilier et matériels de bureau	7 513	4 997		12 510
Total Amortissements Immobilisations corporelles	7 513	4 997	0	12 510
Total Amortissements Immobilisations incorporelles et corporelles	1 399 452	4 997	0	1 404 450

Note 6 - Autres actifs

En euros	31/12/23	31/12/22
Créances Groupe	0	0
Avances sur Frais	0	0
Volvo Holding France		
Frais généraux	628 831	298 237
Avances et Acomptes	19 861 880	21 009
Autres débiteurs divers	9 655 167	406 913
Dépôt au fonds de garantie	133 231	135 890
Avoir à établir	0	0
Co-Participant	0	0
Facture à établir Groupe *	1 205 825	1 247 814
Etat : TVA à recevoir	0	0
Total	31 484 934	2 109 863

* Dont entreprises liées : 1 247 Keuros en 2022 et 1 205 Keuros en 2023

Note 7 - Comptes de régularisation (actif)

En euros	31/12/23	31/12/22
Autres comptes de régularisation	12 499	10 611
Charges constatées d'avances	314 762	325 459
Facture à établir Assurance	407 090	831 141
Facture à établir Groupe *	622 570	216 837
Facture à établir	36 296	14 211
Total	1 393 217	1 398 259

* Dont entreprises liées : 217 Keuros en 2022 et 623 Keuros en 2023

Note 8 - Dettes sur les établissements de crédit

En euros	Durée restant à courir				Total
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	31/12/23
Dettes à terme					
- Emprunts à terme :					0
SFEF					
- Dettes rattachées :					0
SFEF*					
Comptes ordinaires					
BNP	0				0
Total	0	0	0	0	0

Note 9 - Opérations avec la clientèle

En euros	Durée restant à courir				Total
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	31/12/23
Autres concours à la clientèle					
- Emprunts à terme :	192 362 667	66 222 172	188 836 672	14 673 056	462 094 567
- Dettes rattachées :	4 983 657				4 983 657
Total	197 346 324	66 222 172	188 836 672	14 673 056	467 078 223

Note 10 - Autres passifs

En euros	31/12/23	31/12/22
Dépôts de garantie	0	0
Volvo Holding France *	-199 415	199 414
Fournisseurs et effets à payer *	21 277 386	14 641 771
Dettes personnel et organismes sociaux	2 035 840	1 760 860
Etat : TVA à payer	-2 202 484	-812 307
Créditeurs divers	364 458	377 076
Total	21 275 785	16 166 814

* Dont entreprises liées : 142 Keuros en 2022 et 124 Keuros en 2023

Note 11 - Comptes de régularisation (passif)

En euros	31/12/23	31/12/22
Loyers comptabilisés d'avance	4 952 168	7 020 465
Bonifications d'intérêts	2 302 632	1 800 836
Commissions de syndication	18 508	59 081
Factures non parvenues	207 766	286 964
Etat charges à payer	394 143	336 062
Total	7 875 216	9 503 408

Note 12 - Provisions

En euros+	31/12/22	Dotations	Reprises	31/12/23
Provisions risques divers	1 155 331	0	-139 500,00	1 015 831
Provision pour risque Statistiques**	7 975 429	794 968	-2 745 717	6 024 680
Autres provisions pour risques (Restructuration)	0	0	0	0
Provision Engagement Retraite	181 000	37 000	0	218 000
Total	9 311 760	831 968	-2 885 217	7 258 511

** Concerne des risques sur matériel

Note 13 - Provisions Réglementées

En euros	31/12/22	Dotations	Reprises	31/12/23
Provisions Réglementées	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Note 14 - Capitaux propres

En euros	31/12/22						31/12/23
		Affectation du Résultat	Résultat de l'exercice	Réductions du capital	Augmentati ons du capital	Autres	
Capital	63 164 340						63 164 340
Prime d'émissions	5						5
Réserve indisponible	122 451						122 451
Réserve légale	2 409 228	0					2 409 228
Réserves réglementées	0					0	0
Report à nouveau	-9 276 912	2 022 010					-7 254 902
Résultat	2 022 010	-2 022 010	3 778 874				3 778 874
Total	58 441 121	0	3 778 874	0	0	0	62 219 995

Notes sur le compte de résultat**Note 1 - Intérêts, charges et produits assimilés**

Produits ** En euros	2023	2022
Intérêts sur comptes ordinaires	0	0
Intérêts sur crédits de trésorerie	0	0
Int crédit équipement	181 096	63 793
Int sur autre crédit a la clientèle	8 826 225	2 938 790
Commission	342 608	202 934
Total	9 349 929	3 205 516

Charges * En euros	2023	2022
Intérêts sur comptes ordinaires	0	0
Intérêts sur comptes et emprunts	0	0
Intérêts sur emprunts à terme avec la clientèle	-8 037 466	-1 472 208
Charges diverses d'intérêt	0	0
Total	-8 037 466	-1 472 208

Note 2 - Opérations de crédit-bail, de LOA

Produits En euros	2023	2022
Loyers	128 210 937	114 057 908
Plus ou Moins-values nettes fiscales	14 452 481	18 225 244
Indemnités de résiliation		
Bonification d'intérêts	796 761	618 144
Autres produits	495 703	390 065
Reprise Indemnités de résiliation		
Reprise Réserve latente CB	0	0
Reprise de dépréciations matérielles./ créances douteuses	0	1 107 402
Total	143 955 882	134 398 764

Charges En euros	2023	2022
Dotations aux amortissements	-	-
	128 773 446	122 811 460
Dotations aux dépréciations pour indem. de résiliation & Frais contentieux		
Pertes Indemnités de résiliation		
Autres charges	-217 385	-134 507
Perte sur créances Irrécupérables		
Dotation aux provisions - Inventory	-1 111 168	-1 042 751
Dotation aux provisions - Réserve Spécifique	-998 087	0
Total	-	-
	131 100 085	123 988 719

Note 3 - Commissions

Produits		
En euros	2023	2022
Commissions Diverses	44 075	45 720
Produits sur prestations de services assurances	715 093	1 077 283
Total	759 168	1 123 003
Charges		
En euros	2023	2022
Services bancaires Commissions	-27 493	-22 780
Total	-27 493	-22 780

Note 4 - Charges générales d'exploitation

En euros	2023	2022
Salaires et traitements	-5 781 259	-5 385 684
Charges sociales - taxes et impôts sur salaires	-2 486 876	-2 376 257
Impôts et taxes	-724 074	-567 768
Autres services extérieurs	-25 809 267	-20 395 287
Prestation VFS	2 115 203	1 896 580
Charges refacturées à VFS	19 960 555	17 318 613
Provisions pour risques divers	102 500	97 069
Provision participation des salariés aux résultats	0	0
Total	-12 623 217	-9 412 734

Note 5 - Coût du risque

En euros	2023	2022
Dotations aux dépréciations matérielles./ créances douteuses	0	0
Reprise de dépréciations matérielles./ créances douteuses	0	0
Provision pour risque général	1 950 749	-445 283
Pertes sur créances irrécupérables	-180 690	-973 519
Total	1 770 059	-1 418 802

Note 6 - Dotations / reprises de FRBG et provisions règlementées

En euros	2023	2022
Amortissements Dérogations	0	0
Total	0	0

Note 7 - Résultat exceptionnel

En euros	2023	2022
Produits sur exercices antérieurs	49	169
Autres produits exceptionnels	-	2 000
Charges sur exercices antérieurs	1 639	-4 468
Autres charges exceptionnelles	0	-2
Total	1 688	-2 301

Note 8 - Gains / Pertes de changes

En euros	2023	2022
Gains / Pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-67 234	-26 910
Total	-67 234	-26 910

Note 9 - Autres Produits d'exploitation bancaire

En euros	2023	2022
Autres produits Financiers	0	0
Total	0	0

Note 10 - Autres Charges d'exploitation bancaire

En euros	2023	2022
Autres charges Financières	-2 265	0
Total	-2 265	0

Note 11 - Impôts sur les bénéfices

En euros	2023	2022
Impôts sur les bénéfices	329 562	199 414
Total	329 562	199 414

IV. Autres informations**Note 1 - Répartition de l'actionnariat 31/12/23**

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant Nominal	Montant du capital	% du capital
Volvo Holding France	4 210 956	15	63 164 340	100 %
Total	4 210 956		63 164 340	100 %

Note 3 - Hors Bilan

En euros	2023	2022
Engagements donnés	555 004 911	307 608 211
- Crédit accordés à la clientèle	193 353 911	140 957 211
Activité Crédit Bail & Crédit Classique	59 569 311	33 866 662
Activité Crédit Réseau	133 784 600	107 090 549
Engagements reçus		
- Garantie reçue de la clientèle	361 651 000	166 651 000
Autres Engagements		
- Engagements donnés	-	-

Note 5 - Evolution Effectif au 31/12/2023

	2023	2022
Effectif Total	93	68
Effectif Hommes	47	41
- Hommes cadres	37	33
- Hommes non-cadres	10	8
Effectif Femmes	46	27
- Femmes cadres	30	23
- Femmes non-cadres	16	4

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.